



Invitation aux Journées d'été de la CEI
du Vendredi 31 Août au Dimanche 2 Septembre 2007 (Accueil dès le jeudi soir 31 Août)
à Nasbinals (à 1180 m d'altitude, en Lozère)

Peut-on se rassembler et comment ?

Cher(e)s ami(e)s,

Nous avons tous vu avec un certain pincement au cœur les résultats des dernières élections. Devant la multiplication des partis et l'éclatement des forces qui en résulte, y compris parmi nos amis, il apparaît plus que jamais nécessaire de réussir à se rassembler. Malgré ce, il est peut-être encore un peu tôt pour vouloir un grand parti qui nous réunisse tous ! Mais faisons au plus vite ce qui est déjà possible, et avançons. Un rassemblement de type confédéral respectant les sensibilités de chacun est peut-être à envisager. En attendant, il apparaît nécessaire de tirer les leçons de la situation actuelle.

Les échecs électoraux que beaucoup de mouvements ont connu ne sont pas des hasards. Il ne sert à rien d'incriminer les adversaires, **c'est notre capacité de sensibilisation et de rassemblement qu'il faut incriminer.** Disons le tout net : ni l'écologie telle qu'elle est souvent présentée, ni le souverainisme tel qu'il est présenté, ne sont suffisamment rassembleurs actuellement. Ils n'incluent pas assez les préoccupations des Français. Ainsi, ce ne sont ni les dirigeants, ni les militants des groupes dans la mouvance souverainiste, écologistes et associés, qui sont en cause, car chacun a donné le maximum. Le problème est ailleurs.

Avant tout, reconnaissons que le problème est d'abord dans le système électoral français, sans scrutin à la proportionnelle. Dans ce système, il apparaît pratiquement impossible d'avoir des députés élus sans l'appui des grands partis traditionnels. Et, nous savons bien que sans élus, un mouvement n'a pratiquement aucun moyen pour fonctionner ni être entendu. C'est pourquoi, après ces élections décevantes pour beaucoup, les critiques devraient d'abord s'adresser aux grands partis de gouvernement, responsables de ce système électoral qui empêche un renouvellement minimum des mouvements politiques et un renouvellement qui soit indépendant des grands partis. Car, sans cette indépendance, il paraît évident qu'un mouvement politique a peu de chance d'échapper à la forme de « pensée unique » véhiculée par les grands partis.

Le mouvement des Verts est le résultat de ce système électoral pervers : du fait de l'absence de proportionnelle, les Verts ont été poussés à rentrer dans une alliance étroite avec le PS pour accéder au pouvoir. Mais, à force de se penser et de se présenter a priori dans le camp de la gauche et comme alliés du PS, on ne voit plus très bien pourquoi ils continuent de vouloir exister pour eux-mêmes. D'ailleurs, le PS n'a pas cessé de souligner ce fait lors des dernières campagnes électorales. Mais le pire est qu'au lieu de développer leurs propres réflexions et de renouveler la pensée politique, ils n'arrivent qu'à proposer aux électeurs une pâle copie des idées réformistes du PS en les teintant de vert.

En fait, les rares moments où les écologistes ont pu établir des rapports de force favorables à l'écologie, ont été réalisés dans le cadre des régions, lorsque le scrutin régional était encore à la proportionnelle intégrale (1 élu régional dès 5% des voix). C'est dans ce cadre que l'on a pu constater des rapports de force et des négociations intéressantes pour l'intérêt général, car la constitution d'une majorité dans ce système électoral supposait souvent de composer avec les voix des élus minoritaires, et c'est cela qui a permis des négociations et des avancées intéressantes. La voix des écologistes dans ce cadre pouvait compter. Depuis 2004, le mode de scrutin régional à la proportionnelle intégrale a été abandonné, et la voix des élus minoritaires n'est plus indispensable aux décisions de la majorité.

Le problème a été aussi dans l'incapacité après le vote Non du 29 Mai 2005, à se rassembler entre partisans du Non à la fois de droite et de gauche. Cela doit être une leçon pour l'avenir : symboliquement, il est difficile de construire un mouvement politique à partir d'un non. Construire un mouvement politique rassembleur passe par la proposition d'un projet positif. Ainsi, par exemple, la part de souverainisme que nous revendiquons devra être exprimée plus positivement.

Une illustration de cela a été donné par l'échec du rassemblement fait au nom d'un prétendu « Non de gauche », c'est-à-dire d'un rassemblement basé sur l'idée simple qu'à droite, on ne pouvait pas voter non, ou bien que les « Non de droite » n'étaient pas dignes d'intérêt. Ses partisans ont cru rassembler des organisations qui avaient une conception politique assez étroite, et surtout sectaire, puisqu'ils ont voulu nier l'existence du « Non de droite ». Manifestement, ils n'étaient certainement pas prêts à renoncer à l'essentiel de leurs habitudes de langage et de discours pour faire triompher un rassemblement, pour faire triompher la lutte contre la réalité globale du système dominant, qui réunit ensemble l'économisme omniprésent, la mondialisation économique et le système productiviste.

Le problème est enfin dans la recherche d'une identité commune autour de laquelle nous pourrions nous réunir nombreux. Or, celle-ci suppose du temps pour réussir à émerger : pour se rassembler sans sacrifier ses croyances essentielles, il faut apprendre le vocabulaire de ses partenaires, découvrir leurs analyses et leurs spécificités, échanger pour se mettre d'accord sur des points essentiels... Mais, en faisant cela, la deuxième erreur à éviter, c'est de reconstituer un nouveau ghetto.

Il n'y a de rassemblement stable que lorsque l'on sait clairement contre quoi et pour quoi l'on se mobilise.

Pour créer un rassemblement qui ne soit pas un rassemblement politicien, il faut rassembler tous ceux qui veulent d'abord préserver et promouvoir ce qu'ils aiment et qui est fondamentalement menacé. Pour les uns, ce sera la nature et ses grands équilibres, pour d'autres, ce sera le désir de justice, d'égalité et de lutte contre toutes les oppressions, et pour beaucoup, ce sera la défense des libertés individuelles menacées. Mais ce rassemblement devra être aussi celui de tous ceux qui sont prêts à en payer le prix, de tous ceux qui associent à ces valeurs et à ces objectifs, la mise en place de moyens et d'instruments indispensables (comme les protections économiques aux frontières, le contrôle des changes, la capacité de création monétaire, etc...).

Or, le monde politique existant nous impose depuis des années, parfois depuis 150 ans, les mêmes discours tout faits, les mêmes discours issus de théories qui n'ont plus grand chose à voir avec la réalité. Ce n'est pas parce qu'on invoque la volonté de justice, les phénomènes d'inégalités et d'oppression que l'on en connaît mieux les mécanismes. Mais de plus, il est quand même ahurissant de constater que la dégradation de ce qui a lieu dans notre vie quotidienne et qui provient de causes collectives, concerne des phénomènes peut être 10 à 20 fois plus nombreux et importants que ceux mis en avant par les théoriciens politiques.

En effet, de nombreuses évolutions, au delà de certains seuils, sont à l'origine de dégradations ; il en est ainsi d'évolutions comme la concentration urbaine, la perte des liens sociaux, le développement d'une mobilité obligatoire, la fonctionnalisation de l'espace urbain, l'éloignement entre producteurs et consommateurs, etc...

Mais, d'une manière générale, ce qui caractérise le plus le système dominant, c'est le fait qu'il favorise dans toutes les décisions (qu'elles relèvent des individus, des entreprises ou des collectivités publiques), les critères économiques sur toutes les autres considérations humaines ou écologiques... Mais cet économisme n'explique-t-il pas aussi la volonté de réduire les problèmes de la planète à des clivages simplistes ?

Va-t-on continuer à ramener les problèmes de la planète au seul clivage qui obsède les commentateurs français, le clivage droite-gauche ? Ainsi, on a d'un côté, ceux qui voudraient moins d'inégalités (et qui d'ailleurs n'y arrivent pas) au prix d'un Etat plus envahissant, et de l'autre, ceux qui veulent au contraire un Etat moins envahissant, mais au prix d'un accroissement des inégalités. C'est dans cette opposition droite-gauche que l'on veut enfermer le choix des Français. Imagine-t-on que l'on va pouvoir encore longtemps expliquer à travers ce clivage l'ensemble des autres dégradations, comme la dégradation du climat et l'effet de serre ? Imagine-t-on que l'on va pouvoir continuer à exprimer les choix à opérer dans les termes de cette opposition simpliste ?

Car, à l'heure actuelle, à quoi sert objectivement le clivage gauche-droite ? En fait, il sert essentiellement à empêcher l'apparition d'un grand rassemblement autour du véritable clivage, et à diviser les partisans d'une alternative globale à la mondialisation, au productivisme et à l'économisme. Il sert à diviser les partisans d'une alternative anti-productiviste, capable de permettre un minimum de réalisation d'une synthèse entre le meilleur des valeurs de la gauche, le meilleur des valeurs de la droite et de l'écologie ; c'est-à-dire, une synthèse intégrant les objectifs de liberté individuelle et d'autonomie, les objectifs d'égalité, de justice et de défense des opprimés, et enfin, les valeurs écologiques de nature, de beauté, de qualité et de diversité.

Ce clivage sert enfin à diviser les partisans de cette alternative qui veulent se donner les instruments, les moyens concrets permettant de réaliser ces objectifs. Car, là comme ailleurs, il ne servirait de rien de se donner des objectifs généreux si l'on n'indique pas la voie par laquelle on veut y arriver. Et, cette voie passe par le retour de la défense d'une notion qui est parfois mal comprise, la notion de souveraineté populaire et nationale. Cette souveraineté est d'ailleurs indissociablement politique, économique et militaire.

La souveraineté politique a été bien expliquée par de nombreux souverainistes. En revanche, il a été oublié parfois de rappeler qu'il ne peut y avoir de réelle souveraineté politique si elle ne s'appuie pas sur une réelle souveraineté économique. Or, celle-ci ne se décrète pas. La souveraineté économique se construit progressivement par des protections diverses : prélèvements compensatoires aux frontières, taxe au km ajouté, TVA sociale, mise en place d'une capacité de création monétaire nationale, retour d'un contrôle des changes, capacité d'action sur le budget, et d'utilisation des déficits budgétaires pour éliminer le chômage. Car, disons-le clairement, la souveraineté est essentiellement un moyen. C'est le développement des identités culturelles, c'est leur autonomie qui, entre autres, sont des objectifs ; et si la souveraineté apparaît comme absolument indispensable, c'est parce que **depuis 30 ans, on a pu constater les résultats de la disparition des souverainetés politiques et économiques dans les pays européens** : la montée d'un chômage de masse, et la montée encore plus grave de la précarité qui empêche les citoyens de se construire individuellement un avenir. Refuser le chômage exige donc de défendre la souveraineté nationale, économique et politique.

Il faut donc reprendre l'offensive, mais la reprendre avec ceux qui comprendront qu'il est vain d'avoir des objectifs sans avoir des instruments adaptés à ces objectifs ambitieux. Il est vain d'affirmer la volonté de restaurer les équilibres écologiques, la justice et la protection sociale sans avoir en même temps la volonté de défendre la souveraineté politique, économique, militaire, monétaire et budgétaire. Il ne sert à rien d'avoir des bonnes intentions, si l'on ne se donne pas en même temps les moyens financiers et institutionnels nécessaires pour les réaliser. Des moyens qu'il faut oser nommer, parce qu'en France, leur nom est honni des économistes « patentés » : les protections économiques aux frontières nationales et européennes, la législation sur le contrôle des capitaux, la reconquête d'une capacité de déficit budgétaire et d'une capacité de création monétaire.

C'est donc autour et à partir de ces points fondamentaux que peut se faire un grand rassemblement de citoyens.

Pour être une force suffisante face au système productiviste, il ne faut perdre personne et rassembler tous ceux qui ne sont pas en désaccord formel avec nous. Il faut donc faire plusieurs choses en même temps. Pour ne pas perdre trop de monde, il faut éviter les sujets de détail qui nous diviseraient.

Mais, il faut aussi qu'il y ait le maximum de thèmes simples défendus en même temps (justice, liberté, écologie). Ces trois exigences ne sont pas réellement contradictoires entre elles, à la condition préalable que les critères économiques n'aient pas la primauté. Cela suppose que les individus abandonnent tout esprit de clan et de groupuscule (clan de droite, clan de gauche, groupe gaulliste, républicain, groupe souverainiste, écologiste, altermondialiste, etc...). Cela ne sera jamais possible totalement, mais, **il faut garder en tête ce qui est l'objectif principal** : arriver à convaincre un nombre maximum de Français, que continuer à laisser l'économie dominer, le productivisme et la mondialisation imposer leur étau, leurs exigences, est suicidaire pour tout ce que nous aimons.

Notre réponse doit donc être simple et claire : **face au productivisme et à la mondialisation, l'anticapitalisme et l'antilibéralisme sont à côté du problème.**

En résumé, si nous voulons rassembler, nous devons partir du positif d'une synthèse de ce qu'il y a de mieux dans les valeurs de la droite, de la gauche et de l'écologie en France, et d'un programme simple qui fasse en sorte que la politique maîtrise l'économie, tout en respectant la liberté individuelle ; **un programme où l'économie nationale retrouve la capacité de financer des investissements écologiques massifs, répondant aux urgences comme le réchauffement climatique...** Cela veut dire que l'on s'inscrit dans un certain type d'économie de marché régulable, macro et micro-économiquement ; cela, grâce à des protections aux frontières, à un contrôle des changes, à des capacités d'actions sur la monnaie et sur le budget.

De deux choses l'une, soit nous arrivons à proposer une alternative globale à ce qu'on pourrait appeler « **la triade infernale** » actuelle (économisme, mondialisation économique et système productiviste), une alternative suffisamment globale pour répondre à une majorité des préoccupations des Français, soit nous n'avons pas de raisons d'exister en tant que mouvement politique. **Nous pouvons faire cause commune avec quiconque s'inscrira dans la construction d'une telle alternative et nous lançons un appel à tous les individus et les mouvements prêts à discuter avec nous sur les bases que nous venons d'évoquer.**

CEI – Nasbinals 2007 – programme détaillé

Vendredi 31 Août 2007 - Matin 10h

10h00 : Accueil. 1) Rappel des idées phares de la CEI, de ce qui nous distingue des autres mouvements. 2) Présentation et discussion autour du projet de programme minimum de la CEI. Introduction de **François DEGANS, Sandrine MARECHAL.** TOUR DE TABLE

12h30 : repas

Vendredi 31 Août 2007 - Après-midi

14h30 : Délocalisations d'usines et d'emplois : quel est le bilan économique, social et écologique ? Doit-on et peut-on rétablir un cadre économique protectionniste ? Si oui à quelles conditions ?

La récente affaire de Jallatte n'est que la énième délocalisation d'une usine française pourtant performante, et il n'échappe plus à grand monde, que le produit « made in France » est devenu une exception dans les rayons des magasins. Faut-il s'en accommoder ? Cela profite-t-il réellement aux peuples des pays émergents comme certains experts le prétendent ? Ces délocalisations d'usines sont-elles compensées par de nouveaux investissements en France créateurs d'emplois, comme d'autres experts l'expliquent ? Le problème des délocalisations d'usines ne peut pas de toute façon se réduire aux chiffres : c'est un drame humain terrible, c'est souvent l'arrêt de mort économique de territoires entiers et avec elle, le développement déséquilibré du territoire français, enfin, c'est aussi le transport sur de très longues distances de marchandises autrefois fabriquées en France, et donc, une augmentation de la pollution atmosphérique et de l'effet de serre.

Certains aimeraient pouvoir réduire le problème des délocalisations à un problème d'enrichissement excessif de patrons ou d'actionnaires cyniques, et ainsi que la solution serait de les surtaxer pour enrayer le problème. Mais, à travers le suicide de l'ancien dirigeant de Jallatte, on peut comprendre que les délocalisations ne sont pas toujours le résultat du cynisme de patrons préoccupés de s'enrichir toujours plus au mépris des salariés. En revanche, la délocalisation de Jallatte s'est opérée dans un cadre juridique de libre circulation des marchandises et des capitaux, est-ce un hasard ? Dans un cadre économique protectionniste, les principaux actionnaires auraient-ils pu, et même, auraient-il eu intérêt à délocaliser l'usine de Jallatte ? Doit-on faire subir à nos entreprises n'importe quelle concurrence, y compris des concurrences déloyales ? Qu'entend-on par concurrence déloyale ? Quelles sont les différentes solutions pour lutter contre les concurrences déloyales (protectionnisme, préférence communautaire, droit des salariés, TVA sociale, Taxe au km ajouté...) ? A quel niveau ces différentes mesures sont-elles le plus efficaces (national, européen...) ? Comment les mettre en œuvre ?

Interventions de **François DEGANS.** TOUR DE TABLE

16h00 : Pause

16h30 : La démocratie existe-t-elle ? Après les récentes élections présidentielles et législatives, il est utile de se poser la question, et de se demander si l'on peut encore agir dans le cadre actuel et comment. Introduction de **Ghislain VERGNES**, ancien administrateur de l'INSEE. Contribution de **Joël RIGOLAT.** TOUR DE TABLE

17h45 : Recherche d'une meilleure présentation synthétique des idées politiques de la CEI dans l'optique d'un dépliant de 2 ou 4 pages. TOUR DE TABLE

18h30 : Promenade. Repas vers 19h30-20h

Samedi 1er septembre 2007 - Matin

10h00 : Analyse globale de la situation politique et proposition de stratégie pour la CEI. Introduction et conclusions par **François DEGANS**, Président de la CEI.

C'est l'occasion de poursuivre notre tour d'horizon des courants politiques susceptibles de converger avec nous. Quels sont nos points de convergence et nos principales divergences avec les autres partis existants. Sur quel programme minimum pourrions-nous accepter de nous rassembler ?

* Rapport sur les points de convergences et divergences entre mouvements souverainistes, par **Joel RIGOLAT**

* Les chrétiens peuvent-ils nous rejoindre dans le combat à mener ? Quelles sont nos convergences avec la Doctrin sociale de l'Eglise catholique ? par **Michel MICHEL**, Maître de Conférence en sociologie, Université de Grenoble.

TOUR DE TABLE.

12h30 : Repas

Samedi 1er septembre 2007 - Après-midi

14h30 : Artisanat : Les difficultés de l'équilibre financier d'une entreprise artisanale française, dans un contexte de mondialisation économique. Témoignage et propositions de **Nicole LESCURE**, artisan à Béziers. TOUR DE TABLE.

15h00 : Europe : Que penser du projet de mini traité européen ? Quel type de relations peut-on envisager entre la France, l'Europe et le reste du monde, et comment pourrions-nous infléchir la construction européenne actuelle ? Entre le mot d'ordre de certains, « sortir de l'Union européenne », et la position opposée des fédéralistes qui appellent la formation d'un gouvernement européen (impliquant de facto la fin des démocraties nationales en Europe), peut-on proposer une autre stratégie qui répondrait au vote Non des Français ? Introduction par **François DEGANS**. TOUR DE TABLE.

16h00 : Pause

17h00 : CONFERENCE-DEBAT sur le problème des cultures d'OGM en plein champs, par **Jean-Luc HAU**, biochimiste au ministère de la Défense, chargé d'une veille sanitaire et juridique sur la question des OGM.

Les cultures d'OGM (Organisme Génétiquement Modifié) en plein champs se sont multipliées ces dernières années, contre la volonté d'une majorité de la population française qui ne souhaite pas en consommer. L'argument de séduction des grandes firmes semencières est de prétendre que les semences OGM seraient « La solution » pour améliorer les rendements agricoles, pour réduire l'usage des pesticides et des insecticides, et même, pour réduire les famines dans le monde... Qu'en est-il réellement ? Quelle est l'utilité des OGM en agriculture ? Quels sont les principaux risques environnementaux et sanitaires ? Quels sont les risques à venir avec l'autorisation en 2008 d'une nouvelle génération d'OGM ?

18h30 : Promenade. Repas vers 19h30-20h

Dimanche 2 septembre 2007 - Matin

10h00 : Quelle stratégie énergétique mettre en œuvre face au risque climatique ?

Avantages et limites des différentes sources de production d'énergie : nucléaire, éolien, solaire, biomasse, biocarburants... L'enjeu des économies d'énergie. Par **Sandrine Maréchal**. TOUR DE TABLE.

11h00 : AG et Comité de liaison - !! Cette lettre tient lieu de convocation !!

Assemblée Générale de la CEI :

Election des membres du Comité de liaison de la CEI.

Adoption du Compte-rendu de l'assemblée générale de Juin 2007.

AG de l'Association de Financement de la CEI :

Adoption du Compte-rendu de l'AG de Juin 2007 (avec rapport moral et financier).

Comité de liaison de la CEI :

Election du secrétariat national.

Organisation, fonctionnement et actions de communication à prévoir...

Conclusions des Journées d'été

12h30 : Repas

Dimanche 2 septembre 2007 - Après-midi

Après-midi : Promenade.

Quelques suggestions de lecture en complément du programme des journées d'été :

« *L'antimondialisation, aspects méconnus d'une nébuleuse* », Jean Jacob, éditions Berg international 2006.

Ecologie : « *Pour un Pacte écologique* », Nicolas Hulot, Editions Calmann-Lévy 2006. « *La décroissance pour tous* », Nicolas Ridoux, Editions Paragon/Vs 2006.

Europe : « *La fin de l'Eurolibéralisme* », par Jacques Sapir, Editions du Seuil 2006. Revue trimestrielle « *Les cahiers de l'indépendance* », éditions FX de Guibert/ADALI. « *L'Europe qui sombre* », A. Bournazel et JC Lévêque, édition Arnaud Franel 2006.

La doctrine sociale de l'Eglise catholique (Lettres encycliques) : Conditions des ouvriers et restauration sociale : « *Rerum novarum* », de Léon XIII, 1891 ; « *Quadragesimo anno* » de Pie XI, 1931. La question sociale : « *Mater et magistra* » de Jean XXIII, 1961. Le travail humain : « *Laborem exercens* » Jean-Paul II, 1981. Le centenaire de « Rerum novarum » : « *Centesimus annus* » de Jean-Paul II, 1991.

Comment se rendre à Nasbinals ?

Par le train, ligne Paris-Béziers, arrêts en gare de Marvejols (en venant du Sud) ou bien Aumont-Aubrac et Chaudes-Aigues (en venant de Paris). L'Hôtel assure la navette jusqu'à Nasbinals (une demi-heure de trajet), prévenez de votre arrivée.

Par la route : prendre l'A75, sortie Marvejols (en venant du Sud) ou sortie Aumont-Aubrac (en venant du Nord). Désormais, grâce au pont de Millau, les traditionnels embouteillages lors de la traversée de Millau peuvent être évités.

Covoiturage possible au départ de Montpellier (2h20 de route), d'autres covoiturages sont à étudier en fonction des propositions de chacun, au départ de Paris par ex... Merci de nous signaler vos propositions ou demandes de covoiturage.

A pied : Nasbinals est situé sur le chemin de St Jacques de Compostelle !!

Le séjour à Nasbinals en Aubrac (48260) (prévoyez des pulls, car nous sommes à 1180m d'altitude) :

Pour loger aux « Séjours Bastide », il est important de réserver au plus vite. Contact : Les séjours Bastide 48260 Nasbinals en Aubrac. Tél. : 04 66 32 50 03 / 19. Fax : 04 66 32 89 26. Email : contact@bastide-nasbinals.com

Lieu de réunion à l'HOTEL La Randonnée à Nasbinals ; Lieu des repas au RESTAURANT La Route d'argent à Nasbinals. Il est important de réserver au plus vite si vous souhaitez une chambre aux Séjours Bastide. Précisez que vous êtes de la CEI pour bénéficier du tarif de groupe :

- Chambre double pension complète : **50 Euro** (328 FF) par personne et par jour
- Chambre individuelle pension complète : **60 Euro** (394 FF) par personne et par jour.
- Si vous voulez seulement manger : **13 Euros 50** (88 FF) le repas complet avec vin.

Autres possibilités d'hébergement en camping, gîtes d'étapes, gîtes ruraux... (attention les gîtes sont vite complets) (Tarifs indicatifs)

Pour les autres possibilités d'hébergements (camping, gîtes d'étapes, gîtes ruraux...), vous pouvez contacter l'Office de Tourisme de NASBINALS, Tél / Fax : 04 66 32 55 73. Voici quelques adresses.

- CAMPING MUNICIPAL, NASBINALS village, tél. 0466325187, fax : 0466325001, 75 emplacements
- CENTRE D'ACCUEIL NADA, NASBINALS village, tél. 0466325042, 38 places : Ouvert toute l'année, Coin cuisine à disposition. Quelques chambres à 2 ou 3 lits, dortoirs de 6 et 7 personnes.

Chambres à **12 euros** par personne et par nuit. **Dortoir à 10 euros par pers** et par nuit.

- GITE COMMUNAL, NASBINALS village, tél. 0466325017, fax : 04 66 32 50 01, web : www.mairie-nasbinals.info Dortoir de 5, 6, 8 places. **7 euros nuit** par personne. Coin cuisine.

- Gite LA GRAPPIERE 1 épi. NASBINALS village, tél. 0466321560, fax : 0466321560, email : marjori.lagrappiere@laposte.net, internet : <http://www.lagrappiere.com>, 15 places, coin cuisine à disposition.

- Gîte EQUESTRE de Nasbinals, famille Moisset. Labellisé Gîtes de France : tél. 0466325065 ; Fax : 0466323886. Port : 0677510325 / 0672832257 / 0684812532 ; email : gerard.moisset@free.fr. Tarifs 2007 : Demi-pension : 30€ Nuit et petit déjeuner : 20€ Pension complète : 42 € Chambres à deux lits / 4 lits. Repas pris en commun. Cuisine familiale et régionale. Petit déjeuner en autonomie.

- Gîte LA MAISON DE ROSALIE. Hameau de Montgros près Nasbinals : tél. 0466325514, fax : 0466325646, web : www.lamaisonderosalie.com

Adhésions et dons à la CEI : Un reçu-don vous sera remis pour une déduction d'impôts de 66% du montant versé. Merci d'établir le chèque à l'ordre de l'AFCEI et de l'envoyer à : **Sandrine Maréchal (Trésorière de l'AFCEI) – Le Parc d'Assas Bât. i - 9 bis, av. de la Gaillarde – 34000 Montpellier** - Tél.: 09 53 07 20 34 / Port.: 06 12 41 89 38 / Email : sandrine.marechal@libertysurf.fr

Bon d'inscription et / ou d'adhésion à la CEI pour l'année 2007 (Bon à renvoyer Sandrine Maréchal) :

- ☐ Je m'inscris aux journées d'été de la CEI des 30 Août au 2 Septembre 2007 à Nasbinals /
- ☐ En accord avec les orientations de la Confédération des Ecologistes Indépendants, j'adhère pour l'année 2007 et j'envoie un chèque à l'ordre de l'AFCEI de ☐ 35 Euros (ou ☐ 15 Eu si tarif étudiants, chômeurs, RMIstes) / ☐ je fais un don deEu, soit un total de Euros.

Date et signature :